Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches
sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk
tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal
for academic research on Brussels

Notes de synthèse | 2009

La sécurité à Bruxelles

Note de synthèse, EGB n° 2

Veiligheid in Brussel

Security in Brussels

Christophe Mincke, Sybille Smeets et Els Enhus

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/882>

DOI : 10.4000/brussels.882

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Christophe Mincke, Sybille Smeets et Els Enhus, « La sécurité à Bruxelles », *Brussels Studies* [En ligne],
Notes de synthèse, mis en ligne le 05 janvier 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/882> ; DOI : 10.4000/brussels.882

Licence CC BY

Note de synthèse n° 2

La sécurité à Bruxelles

Chr. Mincke, S. Smeets, E. Enhus

• **Christophe Mincke** est docteur en droit et sociologue. Il est professeur invité aux Facultés universitaires Saint-Louis (FUSL) et secrétaire de rédaction de Brussels Studies. Il est membre de l'Institut de recherches interdisciplinaires sur Bruxelles (IRIB – FUSL) et du Centre d'études sociologiques des FUSL. Il a travaillé sur l'application de la médiation pénale à Bruxelles, sur les questions de proximité et se penche maintenant sur les relations entre logiques de mobilité et pénalité. Il est notamment l'auteur de « La proximité dangereuse. Médiation pénale belge et proximité », *Droit et société*, 2006, n° 63-64, p. 459 à 487.

Contact : mincke@fusl.ac.be – 02/211.78.22

• **Sybille Smeets** est docteur en criminologie et politologue. Elle est professeure assistante à l'Ecole des sciences criminologiques de l'Université Libre de Bruxelles. Ses principales recherches portent sur la police, la fonction policière et la gouvernance locale en matière de sécurité. Elle a notamment publié « New uniforms of local governance of security in Belgium : between shift of police function and 'activation of good citizenship' », *Governance of Security in the Netherlands and Belgium*, The Hague, Boom Legal Publishers, 2008, pp. 177-196.

Contact : ssmeets@ulb.ac.be – 02/650.46.42

• **Els Enhus** est licenciée en sociologie et docteur en criminologie. Elle appartient au centre de criminologie de la *Vrije Universiteit Brussel* (VUB). Elle est codirectrice du groupe de recherche interuniversitaire *Sociale Veiligheidsanalyse* (Analyse sociale de la sécurité, VUB-UGent). Ses recherches portent principalement sur les domaines de la sécurité et de la police. Elle prête particulièrement attention aux pratiques et à la culture des différents acteurs de la sécurité confrontés aux discours sociaux portant sur leur domaine.

Contact : els.enhus@vub.ac.be – 02/629.13.92

Les auteurs remercient Christine Schaut (FUSL) pour ses suggestions au cours de la phase de préparation de cette note de synthèse.

I. Constats

1. *Remarques liminaires. Les contours de la question de la sécurité et de la prévention*

a. À l'origine, la « sécurité » désigne la protection vis-à-vis des dangers extérieurs ou l'absence généralisée de périls. Au fil du temps, ce terme a acquis un sens plus limité et spécifique : d'une part, c'est un état caractérisé par l'absence d'insécurité civile entendue comme l'absence de désordre, de risques ou de menace de désordre, d'autre part, c'est un champ d'intervention spécifique qui vise au maintien de l'ordre public. L'insécurité civile ne constitue cependant pas une notion consensuelle. Pour les uns, c'est une expérience concrète (délinquance, victimation), pour les autres, une expérience indirecte vécue au travers des médias. De même, le « sentiment d'insécurité » associé à l'insécurité peut être la « peur du crime », un malaise lié à la dégradation de la cohésion sociale ou, plus largement, à l'insécurité sociale. L'insécurité est donc une construction sociale. De nombreuses études démontrent par ailleurs qu'insécurité et sentiment d'insécurité ne sont pas liés.

b. D'autant que rapidement les questions liées à l'insécurité ont été réduites à celle des petite et moyenne délinquances urbaines, auxquelles s'ajoutent aujourd'hui les « incivilités » et les « désordres publics ». Outre le fait qu'elle place à l'arrière-plan des contentieux entiers, cette réduction a pour effet de localiser les dispositifs publics de lutte contre l'insécurité et de les focaliser sur les espaces publics ou accessibles au public.

c. À cette difficulté de savoir « ce qu'est l'insécurité » s'ajoute celle de cerner les solutions à apporter à ce phénomène. Celles-ci reposent souvent sur des notions elles-mêmes polysémiques. C'est le cas de la « prévention », centrale dans les politiques publiques. Si elle semble une catégorie d'intervention consensuelle, sa traduction en dispositifs pose des problèmes théoriques et pratiques. Elle permet en effet de réunir sous un même chapeau des dispositifs très variés qui vont de la satu-

ration d'un quartier par la police à la médiation sociale, en passant par les éducateurs de rue. Le risque d'une contamination de logiques d'actions plutôt « sociales » par des logiques d'actions plutôt « pénales » est ainsi très réel. En outre, ce flou a pour conséquence d'occulter les rapports avec la répression à laquelle on l'oppose trop souvent.

d. Si l'insécurité justifie des politiques et des dispositifs variés, leur évaluation ne concerne dans la plupart des cas que leur effectivité et non leurs effets, impact ou encore pertinence. Cela nous conduit à un constat d'impuissance : il n'est pas possible de rendre compte d'une vision globale et détaillée de la situation en matière de sécurité à Bruxelles. Les chiffres disponibles (statistiques policières et enquête de victimation) renvoient en effet à l'action policière ou dressent un bilan trop monolithique, ne permettant pas de distinguer finement entre différents types de victimation.

Ces limites, tout comme l'ampleur de notre thématique, nous ont conduit à travailler préférentiellement sur les politiques et les dispositifs présentés comme devant fournir une réponse à l'insécurité et/ou à son sentiment. Nous avons également exclu les politiques et dispositifs uniquement pénaux dans la mesure où ceux-ci renvoient à des compétences fédérales qui dépassent le cadre de la présente synthèse.

2. *Spécificité de Bruxelles quant aux questions de sécurité*

Des questions récurrentes se posent à toutes les grandes villes et ont une influence sur les questions de sécurité. Par ailleurs, Bruxelles en tant que capitale belge et européenne, Région bilingue, principal nœud de communications et grande productrice de richesses est une ville à part. Il y existe d'importants problèmes de sécurité liés à la mobilité des travailleurs (navetteurs, sécurité routière, etc.), aux mouvements de populations (immigration, délinquance internationale, etc.), aux activités économiques (délinquance financière, fiscale et environnementale) ou au maintien de l'ordre lié aux institutions (inter)nationales et aux sommets européens.

La complexité de la situation bruxelloise tient également au contexte local. N'ayant pas suivi le mouvement de fusion des communes de 1977, Bruxelles demeure à ce jour un patchwork de 19 communes, très contrastées du point de vue politique, géographique, spatial, démographique, socio-économique et ethnique. Ce contraste est encore accentué depuis la transformation des 19 polices communales en 6 zones de police locale composées de 2 à 5 communes, sans que ce regroupement n'ait été justifié par des raisons liées au type de criminalité ou aux caractéristiques socio-économiques ou urbanistiques.

Contrairement cependant à ce que l'on pourrait croire, la situation bruxelloise en termes de sécurité est stable. Il n'y a pas de hausse des chiffres de la délinquance. Le taux de victimisation est bien sûr relativement élevé, mais l'analyse des chiffres montre que, si les faits délictueux sont plutôt fréquents, ils sont d'une gravité relative : 57% des délits rapportés sont des vols et extorsions ¹, tandis que seuls 7% sont des atteintes à l'intégrité physique. Les chiffres du sentiment d'insécurité sont par contre plus élevés que dans les autres Régions : 18,6% des Bruxellois se disant toujours ou souvent insécurisés pour 7% des Flamands et 11% des Wallons.

¹ Cette catégorie comprend notamment les formes les plus légères, comme les vols simples, sans violence ni effraction.

3. Dispositifs en matière de sécurité et de prévention

Il existe à Bruxelles de très nombreuses politiques touchant directement aux questions de sécurité. Cette situation a deux effets.

D'une part, en plus des polices locales (subsides fédéraux et communaux), on retrouve à Bruxelles, des subsides de tous les niveaux de pouvoir : fédéraux et/ou régionaux pour les politiques de sécurité *stricto sensu* (contrats de sécurité, contrats de prévention bruxellois, contrats sommets européens, contrats sanctions administratives) ; communautaires liés à l'aide et la protection de la jeunesse ; européens, fédéraux, régionaux et locaux liés aux politiques de régulation et de rénovation urbaine (contrats sur les grandes villes, contrats de quartier et de quartiers commerçants, ou des projets *ad hoc* locaux, régionaux ou fédéraux, tous censés avoir un impact en termes de sécurité) (v. annexe).

D'autre part, la diversité des dispositifs est considérable même s'ils ont des caractéristiques communes :

- Une volonté d'intégration des logiques sécuritaire et sociale que l'on tente d'articuler par des mécanismes de coordination, de concertation et de partenariat.
- Une place de plus en plus importante à la question des « incivilités » et des « nuisances » plutôt qu'à la « délinquance ».
- L'accentuation de la responsabilisation des membres de la « communauté ».
- L'apparition de nouvelles fonctions hybrides entre sécuritaire et social (gardiens de parcs, agents de sécurité et de prévention, etc.).
- Une territorialisation des dispositifs sur la base du quartier.

Ces dispositifs peuvent être classés en fonction de leurs objectifs essentiels, tels que définis par les responsables des projets eux-mêmes :

- a. Les dispositifs de proximité visant à rapprocher les services publics de la population.

Les interfaces entre population et administration ou autorités locales : antennes de police, de justice, de l'administration locale, médiateurs communaux, assistants de concertation, ombudsman, etc.

Les fonctions de proximité, afin de surveiller l'espace public, de rassurer la population et d'améliorer le contact avec celle-ci : police de proximité, îlotage policier, gardiens de la paix.

- b. L'aménagement des environnements physiques

Pour atténuer la fréquence d'apparition d'un problème en favorisant la sécurité par des aménagements adéquats (meilleur éclairage urbain, protection des usagers faibles de la voie publique, poubelles, canisettes, urinoirs, etc.) ou pour occuper l'espace public (espaces verts, terrains de jeu, installations sportives, etc.). Dans cette catégorie se trouve également la technoprévention (gravage de vélos, primes de sécurisation, visite après un cambriolage, etc).

c. La surveillance des territoires

Trois types de surveillance sont en général favorisés :

- Une surveillance humaine par des acteurs de proximité.
- Une surveillance technique : pour l'essentiel, l'installation de caméras de surveillance sur la voie publique, à certains endroits jugés stratégiques.
- Une surveillance par les habitants du quartier : très exceptionnelle à Bruxelles (RIQ – Réseaux d'information de quartier).

d. La qualité de vie et le lien social

Afin d'améliorer la vie dans les quartiers, les habitations sociales ou les écoles en retissant du lien social par une amélioration de l'environnement physique et/ou social, plusieurs types de démarches sont développés :

- Création de structures permettant aux habitants de se côtoyer et de concevoir des projets communs (maisons de quartier, maisons de jeunes, travail de rue ou de quartier, etc.)
- Résolution des conflits : médiation scolaire, sociale, de quartier, de dettes, etc.
- Concertation de quartier
- Création de petits emplois locaux : gardiens de la paix, nettoyage ou petites réparations, animation socioculturelle, etc.
- Rénovation urbaine et revitalisation des quartiers.

e. La répression des incivilités

Les amendes administratives communales ou des systèmes fondés sur une taxation des comportements indésirables visent la répression des incivilités. Ces systèmes sont aujourd'hui très largement répandus (leur usage concret est présenté dans MEERSCHAUT et al. 2008).

II. Questions-problèmes

1. *L'absence d'évaluation*

Il n'existe pas d'instrument fiable et pertinent qui permette d'avoir à la fois une vision générale de Bruxelles et un aperçu fin de la localisation des problèmes de sécurité. Non seulement, le manque de chiffres est criant, mais, lorsque ceux-ci existent, ils ne permettent pas de mesurer l'état réel de l'insécurité (ni la criminalité ni le sentiment d'insécurité).

Par ailleurs, d'une part, il n'existe pas à Bruxelles de recherche évaluative quasi-experimentale (basée sur une évaluation « avant-après » ou « ici-ailleurs ») qui permettrait de démontrer le lien de causalité entre un dispositif et les résultats attendus. D'autre part, on constate la disparition progressive des évaluations externes d'impact ou de pertinence des actions au profit d'évaluations « internes » qui contrôlent surtout le respect des obligations accompagnant les divers subsides et l'usage des moyens financiers. Rien de précis ne peut dès lors être avancé quant à l'efficacité de l'action publique à Bruxelles en matière de sécurité.

2. *Une difficulté à envisager les politiques de sécurité dans un cadre plus global (bien-être).*

L'identification fantasmagique de Bruxelles à une ville dangereuse amène certains à concevoir pour la ville un projet sécuritaire, d'une part, basé sur un territoire quadrillé, sous contrôle permanent et investi préférentiellement par les forces de l'ordre et, d'autre part, orienté vers la maîtrise des comportements de populations définies comme problématiques.

En cette matière, l'une des évolutions récentes les plus inquiétantes est le développement d'une technoprévention peu interrogée. La multiplication des caméras modifie sensiblement le statut de l'espace public et le vécu de la ville par les populations qui y vivent. Elle favorise la conception de la sécurité comme découlant, non de la cohabitation pacifique et harmonieuse de populations diverses, mais de la mise sous surveillance. Dans ce domaine, la distinction entre réassurance (sentiment d'insécurité) et action sur la délinquance (sécurité) est pourtant particulièrement importante.

3. *Une difficulté d'envisager des politiques véritablement bruxelloises.*

Il y a clairement à Bruxelles un problème de coordination et de cohérence des diverses actions menées, encore accentué par la scission récente des territoires et des instances d'application, de définition et d'évaluation des politiques de prévention de la délinquance, d'une part, et des politiques policières locales, d'autre part.

Dans ce cadre, on peut également mentionner la position difficile de Bruxelles en matière de recrutement policier. Celui-ci se fait majoritairement hors de Bruxelles. Les recrues sont affectées en début de carrière, pour une durée très courte (généralement deux ans) dans cette ville qu'ils ne connaissent pas, dont ils évaluent mal les problèmes et qu'ils n'aiment pas nécessairement. Les services de police manquent donc d'un personnel connaissant bien le terrain et s'y investissant à long terme.

4. *Une difficulté à envisager la sécurité à l'échelle de la ville*

Les politiques de sécurité sont de plus en plus souvent conçues sur la base de l'unité territoriale qu'est le quartier. Celui-ci n'est pas interrogé dans sa cohérence, ce qui favorise une perception morcelée de la ville, de ses problèmes et des politiques à mener et les phénomènes résultant des équilibres généraux de la cité échappent à l'analyse. Cette vision tend par ailleurs à faire de l'insécurité le produit non d'une configuration urbaine donnée, mais de la présence de corps étrangers ou, à tout le moins, d'éléments problématiques au sein du tissu social.

5. *Le manque de moyens*

Si Bruxelles doit faire face à des contraintes particulières en matière de sécurité, celles-ci ont un coût que la ville peine à assumer. L'inflation, ces dernières décennies, des tâches policières et des effectifs policiers est ainsi très coûteuse pour Bruxelles. D'un autre côté, la question de la pénurie des effectifs policiers y reste particulièrement sensible, en cause notamment l'obligation du bilinguisme ou la charge de travail plus lourde. Bruxelles manque donc de moyens pour développer sa propre approche de la sécurité et répondre à ses obligations spécifiques.

Ce manque de moyens a aussi des effets sur les politiques proposées. La réforme des polices qui a diminué l'emprise des autorités locales sur leur police a conduit les communes à engager des « nouveaux uniformes » pour assurer une partie du maintien de l'ordre local. On assiste ainsi à un glissement progressif de certaines tâches policières vers des gardiens de la paix (flotage et constat des incivilités) ou vers des acteurs privés (gestion des horodateurs), sans que ces glissements n'aient été interrogés en termes de qualité du service ou d'ambiguïté des limites de compétences.

6. *Multiplication des fonctions floues et précaires*

La dispersion des dispositifs et des sources de financement entraîne non seulement un problème de cohérence, mais également la multiplication des fonctions sur le terrain. En résulte une nébuleuse de travailleurs sociaux institutionnels ou associatifs liés à des titres divers aux problématiques de sécurité et qui peinent à travailler en partenariat.

Cette situation présente deux problèmes majeurs. Le premier est celui du flou des fonctions et de l'absence de cadre normatif qui obligent les intervenants à constamment « inventer » leurs pratiques sans certitude que celles-ci soient reconnues. C'est au niveau (micro)local que se définissent concrètement ces fonctions, ce qui entraîne une grande hétérogénéité des pratiques. Le deuxième problème tient à la grande mobilité du personnel engagé dans ces dispositifs, ce qui compromet l'accumulation sur le long terme d'expériences et de connaissances. Cette mobilité est notamment due à la faible attractivité salariale des fonctions concernées et à la précarité des engagements. Ceux-ci combinent en effet les aléas liés au renouvellement des subsides avec des statuts peu enviables (contrats à durée déterminée ou à temps partiel, statut précaire liés à des programmes d'activation d'allocations sociales).

7. *Les amendes administratives communales*

Présentées initialement comme élargissant les compétences communales en leur permettant de définir de manière autonome la politique de sécurité locale par l'incrimination des nuisances, les amendes administratives communales ont tôt fait de se révéler ambivalentes.

En termes de cohérence des politiques, on constate un manque d'harmonisation entre communes contiguës qui conduit à des situations absurdes, surtout du point de vue de la police ayant à officier sur plusieurs territoires.

En termes d'autonomie, l'application aux infractions mixtes (administratives et pénales) du dispositif des amendes administratives dépend largement de la police locale et du parquet. La première est compétente pour le constat des infractions et pour l'identification matérielle de leur auteur ; le second peut empêcher les communes d'appliquer le dispositif pour ce type d'infraction ; dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, c'est systématiquement le cas pour les vols simples qui ne pourront donc pas faire l'objet d'un traitement administratif communal.

L'autonomie communale est donc très relative, ce d'autant plus que le dispositif est aujourd'hui présenté comme un instrument indispensable à une politique communale de sécurité. Les communes sont de plus en plus sommées de le mettre en place au risque sinon de se voir accusées d'offrir une image de tolérance au désordre qui pourrait entraîner une criminalité plus grave et une intervention du système pénal (fédéral) qui coûterait cher aux contribuables.

III. Pistes politiques

1. Chiffres, évaluation et rationalisation

Bruxelles doit développer un système d'évaluation tant des problèmes de sécurité que de l'impact et de la pertinence des politiques développées. La réflexion menée doit donc être la plus large possible, englobant l'ensemble du champ concerné, des diagnostics locaux aux conséquences les plus larges des actions menées. Un observatoire bruxellois de la sécurité et de la prévention de la criminalité est en projet². Il devrait être un outil parmi d'autres de cette évaluation et être complété par une stratégie ambitieuse de financement à long terme d'évaluations externes régulières par des organismes indépendants.

S'il est important d'évaluer les impacts, il convient également, préalablement à la création de nouveaux dispositifs, de préciser les effets attendus et les coûts en découlant. Cela implique une conception, dès l'abord des projets, des modalités de leur suivi.

2. Dépasser la notion de politiques de sécurité au profit de celle de politiques de la ville

Si l'on accepte une conception large de la notion de sécurité et l'idée selon laquelle de très nombreux modes d'action publique la concernent, il s'impose de revoir l'architecture même des politiques envisagées. Il conviendrait d'abandonner au maximum au fédéral (SPF Intérieur) les politiques de sécurité fondées sur le maintien de l'ordre pour intégrer pleinement la donnée de la sécurité dans l'ensemble des politiques de la ville. La Région flamande donne en cela l'exemple avec son analyse dans le 'Witboek stedenbeleid. Over stadsrepublieken en rastersteden'. La Région wallonne, avec ses Plans de prévention et de proximité (PPP) a aussi tenté d'avancer dans cette voie.

C'est donc un véritable projet de ville axé sur la notion de bien-être que les rédacteurs de la note préconisent, comme manière de prendre réellement au sérieux la problématique de la sécurité et les problèmes sociaux qu'elle révèle. Cette évolution implique que soit dressé un inventaire précis des initiatives actuellement prises et des modes de subsidiation.

3. Compétences des différents niveaux de pouvoir

La complexité institutionnelle de Bruxelles est un problème majeur. Cette situation n'appelle pas nécessairement une simplification radicale. La diversité des niveaux de pouvoir ouvre la perspective d'interventions menées par le niveau le plus adéquat. Cela impose de s'interroger sur l'échelle pertinente pour l'action publique.

Ainsi, si le niveau du quartier offre une pertinence incontestable pour développer certaines politiques, il ne peut pas être le seul niveau auquel les questions de sécurité sont envisagées. Des équilibres communaux, régionaux, voire nationaux doivent être pris en compte. Bruxelles doit donc développer des politiques spécifiques au niveau de la ville prise dans sa globalité, voire participer à la définition de politiques concernant son hinterland.

² BOCART 2008.

Dans ce cadre, il convient de s'interroger sur le rôle que peut jouer la Région au niveau de la coordination (par exemple en matière de sanctions administratives communales) et de la stimulation des acteurs de terrain. De la même manière, il est essentiel qu'une partie des efforts porte sur l'élaboration d'une véritable politique de la connaissance en matière de sécurité.

Enfin, la Région doit devenir un interlocuteur dans le cadre de la gestion de la mobilité du personnel policier.

4. Financement des politiques de sécurité spécifiques à Bruxelles

Il découle logiquement de la position particulière de Bruxelles et des coûts spécifiques qui en procèdent que le financement des politiques de sécurité et de police sur le territoire de la Région doit faire l'objet d'une réévaluation. Cette question participe de la problématique plus générale du financement de la Région.

5. Une stabilisation des politiques publiques en matière de sécurité

La précarité des fonctions créées dans le cadre des politiques de sécurité pose problème. S'il importe de mieux définir ces fonctions et de bien les évaluer, il faut également veiller à stabiliser celles qui ont fait l'objet d'une évaluation favorable. Il est tout aussi essentiel de parvenir à une stabilisation du personnel employé.

Références

- BOCART, S. (2008) « Créer un observatoire de la criminalité », *La Libre Belgique*, 8 octobre,
<http://www.lalibre.be/actu/bruxelles/article/451227/creer-un-observatoire-de-la-criminalite.html>
- BRION, F. (2007) "Immigration, crime et discrimination. Recherches en Communauté française", *Immigration et intégration en Belgique. État des savoirs*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2007, 333-361.
- CARTUYVELS Y., FRANSSSEN A., HOUGARDY L., HUBERT H.-O., LEMAITRE A., SMEETS S., TORO F. (2003) *Insécurité : un premier état des savoirs. Synthèse bibliographique relative à l'insécurité et au sentiment d'insécurité*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin (www.frb.be).
- DEVROE, E., BEYENS, K., ENHUS, E. (éd.) (2006) *Zwart op wit ? Duiding van cijfers over onveiligheid en strafrechtsbedeling in België*, Brussel, VUBpress.
- EASTON, M., PONSAERS, P., ENHUS, E., ELFFERS, H., HUTSEBAUT, F., DEMARÉE, CH., VANDEVOORDE, M. (2008) *Multiple Community Policing: Hoezo?*, Brussel, Federaal Wetenschapsbeleid.
- FRANSSSEN, A. et SMEETS, S. (2008) « Between crime prevention and social cohesion policies. Analysis of a local experience of regulation in Brussels », Séminaire international *Local context and prevention*, dans le cadre l'Action coordonnée (6^{ème} PCRD) *Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe* (CRIMPREV), Workpackage 6 « Public policies of prevention », Paris, 24-25 janvier.
- HOSTE J., DEHAES J., DUPONT K., MICHELS CH., ENHUS E. (éd.) (2004) *De (nieuwe) functies inzake veiligheid en de buurtinformatienetwerken*, Brussel, VUBpress.
- MEERSCHAUT, K., PAUL DE HERT, P., GUTWIRTH, S., VANDER STEENE, A. (2008) « L'utilisation des sanctions administratives communales par les communes bruxelloises. La Région de Bruxelles-Capitale doit-elle jouer un rôle régulateur ? », *Brussels Studies*, n° 18.
- SMEETS, S., TANGE, C. (2003) « La collaboration policière à Bruxelles », in WITTE, E. et al., *De Brusselse negentien gemeenten en het Brussels model. Les dix-neuf communes bruxelloises et le modèle bruxellois*, Bruxelles, Larcier, pp. 119-140.
- VAN CAMPENHOUDT, L., et al. (éd.) (2000) *Réponses à l'insécurité : des discours aux pratiques*, Bruxelles, Labor.
- VAN PRAET S., TANGE C., SMEETS S. (2005) *Les nouvelles fonctions de la sécurité publique*, Bruxelles, SPF intérieur, 30 novembre.
- VANDEVOORDE, N., VAEREWYCK, W., ENHUS, E., & PONSAERS, P. (2003) *Politie in de steigers. Bouwen aan gemeenschapsgerichte politiefuncties in een lokale context*, Brussel, Politeia.

Annexes

Les dispositifs de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité à Bruxelles

Source : FRANSSEN, SMEETS (2008)

Politiques policières					
Type	Date	Niveau subsidiant	Finalité	Dispositifs	
Plan national de sécurité	2007-2010 (dernier plan)	Fédéral	Définition de la contribution de la police intégrée à la politique criminelle fédérale.	Police fédérale : missions et objectifs prioritaires et répartition des moyens en personnel et en matériel. Polices locales : phénomènes prioritaires. Base aux plans zonaux de sécurité	
Plan zonal de sécurité	2007-2010 (derniers plans)	2007-2010 (derniers plans)	Politique policière de la police locale	Police locale : missions et objectifs prioritaires. Capacité destinée à l'exécution des missions de police judiciaire et de police administrative ; contribution de la police locale à l'exécution des missions à caractère fédéral ; éventuellement missions et objectifs particuliers à une commune de la zone	
Politiques urbaines de sécurité					
Type	Date	Niveau subsidiant	Finalité	Dispositifs	
Contrats De Sécurité (Belgique) (Plans stratégiques de sécurité et de prévention depuis 2007) 103 communes belges, 14 communes bruxelloises (2007-2010)	1992	Fédéral (surtout SPF Intérieur) Région Bruxelles-Capitale (RBC) Local	Lutte contre l'insécurité urbaine et le sentiment d'insécurité	Police (disparaît en 2002)	Modernisation de la police locale ; police de proximité (ilotage et décentralisation des commissariats) ; brigades famille jeunesse ; amélioration des relations police – immigrés (assistant de concertation) ; amélioration de l'accueil
				Social	Maisons de jeunes et travail de rue Maison communautaires et médiation (social, de quartier) Maison d'accueil pour toxicomanes Accueil des sans abris
				Prévention situationnelle	Surveillance des espaces publics (gardiens de la paix) ; éclairage public ; vidéosurveillance
				Accueil et aide aux victimes	accueil aux victimes aide juridique de première ligne
				(1996) Justice	Accompagnement des mesures alternatives
				Analyse de l'insécurité	Diagnostic local de sécurité (2006) ; Cartographie criminelle
Contrats de prévention « bruxellois » (Bruxelles) 19 villes et communes	2002	RBC	Prévention de la délinquance	Agent de prévention	
Contrats « sommets européens » (Bruxelles) 6 zones de police (19 villes et communes)	2003	Fédéral	Assurer la sécurité lors des sommets européens	Engagement de gardiens de la paix ; heures supplémentaires des policiers ; formations linguistiques ; achat de matériel ; amélioration de la télécommunication.	
Contrats SAC (Belgique) 15 villes et communes belges, ville de Bruxelles	2006	Fédéral	Assurer la mise en place des sanctions administratives communales	Médiateur	
Contrats SAC (Bruxelles) 19 communes	2006	RBC	Assurer la mise en place des sanctions administratives communales	Fonctionnaire sanctionnateur	

Politiques urbaines de régulation

Type	Date	Niveau subsidiant	Finalité	Dispositifs
Contrats de quartier (Bruxelles) depuis 1994, 44 quartiers, 10 communes	1994	RBC Fédéral Local	Revitalisation sociale du quartier Réhabilitation et rénovation de l'espace public et des bâtiments	Réhabilitation de logements existants et création de nouveaux logements Embellissement et réaménagement des espaces publics Création d'équipements de quartier (accueil petite enfance, maisons de quartier, salles de sports, locaux associatifs) Mise à l'emploi des habitants du quartier Participation des habitants
Contrats de quartier commerçant (Bruxelles) 7 communes	2006	RBC Fédéral	Accroître le dynamisme et l'attractivité de la Région	Création d'activités (favoriser l'implantation de nouveaux commerces, accompagnement d'enseignes,...) Aménagement de l'espace et accessibilité (création de logement, accès au quartier, mixité sociale et interventions coordonnées des services publics), Attractivité (mise en valeur des atouts du quartier)
Contrat sur les grandes villes (Belgique) 7 communes bruxelloises	2000	Fédéral	Améliorer la qualité de vie, conditions de vie, la sécurité et la revitalisation économique des villes. Compenser les déficits sociaux des populations précarisées	Rénovation urbaine (40 % du budget) Activités culturelles et sportives Surveillance des espaces publics Prévention scolaire et alphabétisation Intégration sociale et création d'emplois locaux Propreté publique
Stedenfonds (Flandre et Bruxelles) 13 communes flamandes + Région bruxelloise	2003-2007	Commission communautaire flamande (RBC)	Lutter contre la dualisation de la ville Accroître la qualité de la vie	Financement de petits projets proposés par les communes : Rénovation urbaine Rénovation à caractère multifonctionnel Projets d'économie sociale
Urban 1 et 2 (Europe) 3 communes bruxelloise (1994), 5 communes bruxelloises (2000)	1994-1999 2000-2006	Europe (Fédéral)	Revitalisation sociale et économique des quartiers	1994 : centres d'entreprise, guichets d'économie locale, entreprises d'économie sociale, infrastructures de proximité (cyberespaces, maisons de quartier, espaces sportifs, etc.) 2000 : Infrastructures et équipements de proximité : centres culturels, maisons de l'emploi, maisons de quartiers Rénovation de friches industrielles Accès aux nouvelles technologies et e-administration; Développement local (ateliers de création et d'expression destinés aux jeunes, etc.)
URBACT 1 et 2 (Europe) 183 villes (URBACT 1)	2002-2006 2007-2013	Europe (Fédéral) (Local)	Favoriser le développement urbain : l'économie et l'emploi, et la cohésion sociale	Création de réseaux et de groupes de travail thématique d'échange de pratiques et de connaissance entre les villes du programme Urban